

INTERPELLATION DES ELUS NATIONAUX DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Madame, Monsieur le (la) Député(e),
Madame, Monsieur le (la) Sénateur(trice),

Nous personnels du lycéedu collège

Récusons la politique de rigueur et de « saignée » programmée de la fonction publique annoncée pour les prochaines années et qui ne peut être que désastreuse pour l'Education nationale.

En tant que salariés, nous refusons de voir augmenter encore notre charge de travail que ce soit par une hausse des effectifs par classe, par une augmentation du nombre de classes à suivre, par une polyvalence anarchique de nos métiers ou par un allongement de notre service.

Nous exigeons la prise de compte de nos revendications salariales de façon programmée sur plusieurs années, en commençant par les débuts de carrière et les petits salaires.

Nous demandons le maintien de notre statut de fonctionnaire d'état, le recrutement par concours nationaux et nous refusons le renforcement des pouvoirs hiérarchiques locaux arbitraires et de la précarité.

Nous voulons enfin la reconnaissance de notre expertise professionnelle et le respect de notre dignité individuelle et collective.

En tant qu'acteurs du système éducatif, nous demandons un projet qui réaffirme et se donne les moyens d'atteindre les objectifs :

- de démocratisation de l'accès à la formation
- d'augmentation du niveau de qualification
- d'une école qui favorise l'insertion professionnelle mais forme d'abord de futurs citoyens
- d'une école qui ne creuse pas les inégalités sociales et territoriales sous couvert d'autonomie locale et d'alignement sur d'autres systèmes éducatifs prétendus plus performants.

90% du budget de l'Education nationale, ce sont ses personnels. En stigmatisant leur coût par des choix budgétaires lourds de conséquences, vous saccageriez une maison qui serait longue à reconstruire et vous feriez un pari malheureux sur l'avenir.

Il est encore temps de faire d'autres choix.